

Brésil : de nouvelles causes au maintien de la pauvreté ?*

Le Brésil est un pays particulièrement inégalitaire, caractérisé par une pauvreté¹ dont l'ampleur et la profondeur restent très importantes malgré, et en partie, à cause de son degré élevé d'industrialisation. Ces caractéristiques ont des racines anciennes. La colonisation, la « soumission » des populations indigènes, les formes prises par l'immigration, volontaires et involontaires (esclavage), expliquent en grande partie *et* les inégalités *et* la pauvreté. Avec la seconde phase de substitution des importations, dite de biens lourds, l'industrialisation favorise l'accentuation des inégalités, mais aussi la baisse de la pauvreté. Inégalités et pauvreté sont également renforcées par la crise inflationniste de longue durée des années 1980. L'ouverture de l'économie et la libéralisation des marchés, dans les années 1990, suscitent des évolutions contrastées : pauvreté et inégalités diminuent, se stabilisent, puis tendent à croître ; elles restent très importantes dans le Nord et le Nord Est du pays, mais dès 1996, elles augmentent sensiblement dans certaines régions parmi les plus industrialisées (São Paulo) comme on peut l'observer dans le tableau I.

* *Note de la rédaction* : le texte que nous publions ci-après est la version originale en français de la postface à l'ouvrage, en langue portugaise et sous presse de B. DESTREMAU & P. SALAMA, *O tamanho da pobreza*, Rio de Janeiro, Garamond, 2001, 160 p., préface de Luís Gonzaga Belluzo. Nous remercions les auteurs et l'éditeur de l'autorisation de publication.

1. Au Brésil, comme dans l'ensemble des économies dites en voie de développement, la pauvreté est mesurée de manière absolue. Les approches nationales diffèrent légèrement de celles adoptées par les organisations internationales : le panier de biens retenu n'a pas besoin d'être calculé en dollar de parité de pouvoir d'achat, puisque les comparaisons internationales ne sont pas l'objectif recherché. Cependant, dans chaque grande région, le panier de biens est légèrement différent, le niveau des prix est distinct selon le pouvoir d'achat de la monnaie nationale dans cette région. Les informations utilisées sur la consommation ne concernent pas l'ensemble de la population, mais celle qui est plus particulièrement ciblée, et on peut considérer que les quantités de kilocalories nécessaires à la stricte reproduction peuvent légèrement varier selon les régions, mais aussi selon le décile de la population, dans la mesure où la composition par âge et par sexe n'est pas identique dans chaque région. Enfin, le poids relatif de chaque dépense varie selon les régions. Cette complexification par rapport à la méthode générale qui a été présentée dans le livre *O tamanho da pobreza* a pour objectif de mieux appréhender la pauvreté dans sa diversité (ROCHA, 1999).

L'analyse des causes de l'évolution de la pauvreté au Brésil est intéressante précisément à cause des nombreux paradoxes qu'elle revêt et de la manière dont elle interroge les théories. La croissance forte des années 1970 accentue les inégalités, mais réduit l'ampleur de la pauvreté. Or, dans la littérature officielle des institutions internationales, on associe très souvent faible degré d'inégalités et croissance élevée. La période de stabilisation semble confirmer, dans un premier temps, la thèse des organisations internationales : la fin des inflations très élevées, la croissance, et la libéralisation des marchés pour y parvenir, paraissent être suffisantes pour diminuer rapidement l'ampleur de la pauvreté et réduire les inégalités (tabl. II). Ces inégalités baissent légèrement au début des années 1990 ; ce mouvement se confirme à la fin de la décennie avec la reprise de la croissance (après la crise financière de 1997-98), mais cette évolution est timide, bien qu'elle tranche avec les effets profondément inégalitaires de l'époque de l'hyperinflation. Enfin, les inégalités diminuent légèrement dans les dernières années des années 1990, tandis que la pauvreté augmente (tabl. I).

La redistribution des revenus contrarierait le libre fonctionnement des marchés et remettrait en cause ces évolutions positives selon cette thèse, légitimée dans un premier temps par les succès des plans de stabilisation, tant au Mexique qu'en Argentine et au Brésil. Mais, très vite, après les premiers succès, force est de reconnaître que l'éradication « en douceur » de la pauvreté, sans politique spécifique autre que celle visant à libéraliser les marchés, restait une illusion, non seulement parce que cette croissance retrouvée est fragilisée par la dépendance financière qui s'impose, mais aussi parce qu'elle est, par nature, inégalitaire.

L'objet de ce texte est d'analyser les causes de ces évolutions à partir de la mise en place du plan de stabilisation des prix (plan Real). Notre interrogation portera surtout sur les « vertus » de la croissance pour alléger la pauvreté. C'est pourquoi nous nous interrogerons d'abord sur le couple croissance-inégalités, ensuite sur les relations entre l'emploi et le revenu d'une part, les inégalités et la pauvreté d'autre part, enfin, sur les rapports entre le chômage, les formes d'emploi et la pauvreté.

Croissance, inégalité, pauvreté

La relation croissance – pauvreté paraît être le point nodal des débats récents : une croissance élevée devrait diminuer rapidement la pauvreté. Les politiques de redistribution de revenu auraient des effets pervers et ne seraient pas à conseiller. La pauvreté extrême devrait cependant être aidée grâce à la mise en place de programmes ciblés. Il est vrai que dans la plupart des pays asiatiques, la pauvreté absolue a baissé drastiquement avec la forte croissance qu'ils ont connue, sa relative régularité et sa durée.

Tabl. I. – NOMBRE ET PROPORTION DE PAUVRES AU BRÉSIL

<i>Régions et États</i>	<i>Proportion dans chaque région (%)</i>						<i>Répartition régionale (%)</i>	
	1993	1995	1996	1997	1998	1999	1999	
Nord urbanisé	47,46	38,49	39,57	39,61	40,53	39,95	2 711	4,98
Nord-Est	63,96	52,05	53,13	52,86	50,35	50,90	22 880	42,03
MinasGerais/Espírito Santo	38,54	27,82	28,21	27,50	28,76	28,62	5 676	10,43
Rio de Janeiro	43,52	28,50	29,16	28,86	28,55	27,88	3 707	6,81
São Paulo	34,16	22,01	24,17	25,21	25,11	29,35	10 217	18,77
Sud	24,49	17,85	17,59	18,11	17,76	19,71	4 749	8,72
Centre-Ouest	47,11	37,44	37,71	34,62	34,56	37,43	4 145	7,61
Métropolitaine	45,12	31,16	32,65	33,18	33,74	36,88	17 484	32,12
Urbaine	40,35	31,20	31,46	31,30	30,14	31,78	25 016	45,95
Rurale	51,56	41,51	43,42	42,84	41,61	40,26	11 940	21,93
BRÉSIL	44,09	33,23	34,13	34,09	33,43	34,95	54 440	100

Source : ROCHA (2000) à partir d'IBGE (Instituto brasileiro de geografia e estatística).

Tabl. II. – DISTRIBUTION DU REVENU DES PERSONNES*

<i>% des personnes par ordre croissant de revenu</i>	<i>1986</i>	<i>1989</i>	<i>1993</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
Jusqu'à 50 %	12,5	10,4	12,8	13,1	13,0	13,1	13,5	13,9
De 50 % à 90 %	38,7	36,4	37,4	38,7	39,1	39,3	39,0	39,3
De 90 % à 99 %	33,6	35,9	33,8	34,3	34,4	33,9	33,8	33,8
De 99 % à 100 %	15,2	17,3	16,0	13,9	13,5	13,7	13,7	13,0
Gini ** 100 %	0,5804	0,6228	0,5822	0,5738	0,5714	0,5700	0,5646	0,5578
99 %	0,5345	0,5762	0,5330	0,5324	0,5315	0,5290	0,5227	0,5186

Sources : *Ibid.*

*Revenus des personnes de toutes origines de dix ans et plus au revenu positif.

** Le coefficient de Gini indique la concentration : il s'agit d'un ratio dont le numérateur est l'aire comprise entre la diagonale et la courbe de Lorenz – dont l'un des côtés mesure la population exprimée en perciles et l'autre les revenus en pourcentage – et la courbe de Lorenz qui permet de visualiser la distribution des revenus. Le dénominateur représente la moitié de l'aire du carré. Plus le ratio est élevé, plus les inégalités sont importantes, plus il est faible plus elles sont faibles puisque la courbe de Lorenz se rapproche de la diagonale. Les valeurs sont ici arrondies au chiffre inférieur.

Il est exact aussi que ces pays sont en général beaucoup moins – et c'est un euphémisme – inégalitaires que le Brésil et la plupart des économies latino-américaines. Des simulations peuvent être intéressantes à faire. Pour faciliter celles-ci, on suppose que la croissance, tout en restant ni trop élevée ni trop faible n'a pas d'effets redistributifs, qu'elle est stable et qu'elle dure.

Il y a déjà quelques années, N. Lustig (1989) avait estimé pour le Mexique le nombre d'années nécessaires pour combler la brèche entre le niveau de rémunération atteint par les 10 % les plus pauvres, puis par les 10 % suivants etc., et le salaire minimum de 1977, proche de la ligne de pauvreté. Nora Lustig fait deux hypothèses. La croissance est supposée *neutre* du point de vue de la distribution des revenus, le coefficient de Gini est supposé rester stable tout au long de la période ; le taux de croissance est régulier et s'élève à 3 % par an. Avec ces hypothèses, la population composant le premier décile (les plus pauvres) devrait atteindre 64 ans pour que son revenu atteigne le seuil de pauvreté, celle du second décile n'aurait que 35 ans à attendre, et celle du décile suivant 21 ans. C'est dire l'ampleur du problème de la pauvreté dans un pays pourtant moins inégalitaire que le Brésil et combien il est vain d'attendre de la seule croissance, fût-elle non inégalitaire, une résolution rapide du problème de la pauvreté². Ces deux hypothèses sont particulièrement discutables : dans les faits, *la croissance n'est jamais neutre en terme de distribution des revenus*. Sur une longue période, elle a été particulièrement inégalitaire. Birdsall et Londono (1997) ont montré que la population dite pauvre en Amérique latine était évaluée à 110 millions de personnes approximativement en 1970, et qu'elle s'élevait à 150 millions en 1995. Si l'inégalité des revenus, mesurée ici par le coefficient de Gini, était restée stable tout au long de ces années, le nombre de pauvres se serait élevé à 120 millions de personnes. L'écart de 30 millions de pauvres supplémentaires est le produit de l'augmentation moyenne des inégalités observée sur la période, que celle-ci soit le fait de l'augmentation de l'inflation, du défaut de croissance pendant la « décennie perdue », ou bien de l'inégalité inhérente à certains régimes d'accumulation. La prise en compte des inégalités que génère la croissance dans cette période accroît l'ampleur de la pauvreté. *A contrario*, ne pas en tenir compte, sous-estime le laps de temps à attendre pour que la pauvreté diminue.

-
2. Plus récemment PAES DE BARROS & MENDONÇA (1997) ont fait des simulations intéressantes pour le Brésil. L'hypothèse consiste à supposer également constante la distributions des revenus (celle de 1993) et de calculer le nombre d'années de croissance continue et régulière pour que l'ampleur de la pauvreté baisse. Les auteurs obtiennent les résultats suivants : 10 ans de croissance au taux de 3 % an permettent une réduction de la pauvreté de huit points mais de deux point seulement si la croissance n'était que de 2 %. Les auteurs ensuite analysent l'effet de la distribution des revenus sur l'ampleur de la pauvreté. La méthode consiste à supposer le maintien du revenu moyen du Brésil et d'affecter au pays une courbe de Lorentz (soit la courbe qui met en rapport les perciles, décile ou quintiles de la population avec le revenu cumulé qu'ils reçoivent) d'un autre pays moins inégal. Si le Brésil avait la même courbe de Lorentz que la Colombie, la pauvreté baisserait de huit points, cette baisse serait de 6 points si la courbe adoptée était celle du Mexique. Dans cette logique on peut également calculer quel devrait être le taux de croissance pendant dix ans – avec maintien de la distribution des revenus – pour obtenir une réduction équivalente à celle réalisée en adoptant la distribution des revenus d'un autre pays, tout en conservant son revenu moyen de départ. Pour obtenir le même degré d'inégalité que la Colombie et le Mexique, il faudrait que la croissance soit de 2,8 % an et 2,4 % respectivement.
-

La seconde hypothèse est également discutable. Même s'il arrive que la croissance puisse être supérieure à 3 %, elle n'est *jamais régulière*. Elle est soumise à des cycles qui, en Amérique latine, ont la particularité d'être particulièrement importants. Or, les périodes de récession, souvent profondes et parfois brèves, accentuent en général des inégalités que la reprise de la croissance ne compense pas rapidement en raison des effets classiques d'hystérisis, ce qui constitue un frein à l'allègement de la pauvreté.

L'ampleur de la réduction de la pauvreté entre 1993 et 1995 s'explique par la fin des très fortes inflations, la modification des comportements et la croissance stimulée. Depuis la fin des années 1970, le nombre de pauvres au Brésil et en Amérique latine augmente en longue période, en raison principalement de l'hyperinflation et de ses effets distributifs en faveur des plus couches les plus aisées de la population (Salama & Valier 1992). Peut-on considérer que cette évolution puisse s'inverser avec l'arrêt de la hausse des prix et la reprise de la croissance, même modeste ? La baisse observée entre 1993 et 1995, et probablement en 2000, paraît confirmer cette relation. La question est cependant plus complexe. Il est préférable de *qualifier* la croissance en analysant ses éléments moteurs (sur quels secteurs repose-t-elle ?), distributifs (quelles sont les couches qui sont le plus favorisées par cette croissance et qui, en retour, dynamisent ou freinent cette croissance ?).

On sait que, dans certains pays, à certains moments, il faut par exemple 3 % de croissance pour créer des emplois ; dans d'autres pays et à d'autres moments, ou au même moment, 5 % sont nécessaires, etc. Ce n'est donc pas seulement la hausse des prix et la croissance qui jouent sur la pauvreté. La fin des fortes inflations est un facteur important de réduction de la pauvreté, parce que l'inflation accentue les inégalités et que la « taxe inflationniste » est plus importante pour les populations situées dans les premiers déciles que pour les autres. La croissance « sans inflation » peut cependant être plus ou moins inégalitaire, porteuse d'accroissement de productivité importants, ou non, selon les formes prises par la contrainte externe, l'effort en recherche, l'existence de politique industrielle sectorielle, le taux de croissance peut enfin être plus ou moins élevé. Le concept de *régime d'accumulation* sert à spécifier la forme de la croissance. C'est pourquoi il s'avère plus pertinent que la prise en compte du seul taux de croissance.

Entre 1993 et 1995, plusieurs facteurs ont joué en faveur des plus pauvres : les prix des biens alimentaires ont moins crû que le niveau général des prix (or, le revenu des plus pauvres est plus composé de ces biens que celui des catégories supérieures) ; l'inflation a brutalement cessé et, la croissance aidant, le revenu des couches non pauvres (mais non riches pour autant) s'est amélioré mécaniquement (l'indexation a joué provisoirement en leur faveur et l'embauche a repris), de telle sorte que le pouvoir d'achat de ces derniers a augmenté. Leurs anticipations, qu'elles soient positives (la stabilisation est durable) ou négatives (la stabilisation ne va pas durer), le retard pris dans certains achats de biens durables, ont permis une démultiplication de leur demande. L'ouverture des frontières, commencée dès le début des années 1990 et confirmée avec le plan Real, répartit plus nettement qu'auparavant l'activité économique en deux zones : l'une, ouverte à la

concurrence internationale, l'autre restant encore, du fait de la nature des produits, relativement abritée. La structure des prix relatifs est altérée : les prix des biens menacés par la concurrence internationale croissent moins vite que le niveau général des prix, celui des biens protégés augmentent plus rapidement. Or, c'est dans ce secteur abrité que se situe la majorité des emplois informels et, donc, les revenus les plus faibles. La déformation des prix relatifs va donc permettre provisoirement que les revenus des catégories les plus démunies puissent croître. Ce n'est donc pas la croissance seule qui a permis la réduction importante de la pauvreté, mais aussi et surtout, la modification des anticipations et l'altération de la structure des prix relatifs. Ce sont les conditions dans lesquelles cette croissance s'est réalisée (économie ouverte et retrait important de l'État) qui expliquent la réduction importante de la pauvreté. Avec la poursuite de la croissance, la stabilisation des prix, ces conditions jouent de moins en moins. Les effets redistributifs (plus d'égalité, moins de pauvreté) s'épuisent. Le niveau de la pauvreté se stabilise et son cours tend à s'inverser avec la hausse des emplois précaires et informels, surtout dans certaines régions fortement industrialisées comme São Paulo.

Emploi, revenu, inégalités, pauvreté

La libéralisation rapide des marchés, en permettant une réduction et une éradication des processus hyperinflationnistes, et une consolidation de la croissance, offre un double visage : dans un premier temps, la pauvreté et les inégalités diminuent, dans un second temps la croissance se nourrit de l'inégalité profonde existante, l'accentue souvent, l'allège parfois lorsque elle devient plus vive, mais à la marge, ainsi qu'on peut l'observer dans le tableau I. Elle ne parvient pas à diminuer durablement la pauvreté et les inégalités, parce qu'elle les entretient et se nourrit d'elles.

Le Brésil est particulièrement inégalitaire, comme le montrent l'ensemble des indicateurs, que ce soit les coefficients de Gini (tabl. II), de Theil, le ratio des 20 % les plus riches sur les 20 % les plus pauvres, ou bien les ratios élaborés par la CnuCED³.

Pour comprendre ces évolutions de la pauvreté et des inégalités, il faut étudier l'emploi et les revenus que cette croissance génère. L'ensemble des études, que ce soit celles, nombreuses, de la Cepal⁴ (2000) ou de la BID

3. La CnuCED (Conférence des Nations unies pour la coopération et le développement) propose un indicateur plus complexe dans le but de tenir compte de la formation sociale dans sa totalité. Elle considère la participation dans le revenu des 40 % les plus pauvres, des 20 % les plus riches et des 40 % restant qualifiés de « couches moyennes » pour simplifier, dans chaque pays. On obtient ainsi cinq groupes de pays. Le premier est composé des pays les plus inégalitaires puisque les 20 % les plus riches bénéficient de 60 % et plus des richesses produites, les couches moyennes 30 % et les quarante pour cent les plus pauvres de dix pour cent de ces richesses. Le pays classé premier dans ce groupe considéré comme le plus inégalitaire est le Brésil.
4. Cette tendance est présente dans la très grande majorité des pays, pour plus de détails voir la Cepal (2000) page 100 et suiv. Pour une étude d'ensemble récente, voir A.F. CALCAGNO (2001) qui souligne que sur 100 emplois créés en Amérique latine de 1990 à 1996, plus des quatre cinquièmes le sont dans des emplois informels (p. 81 et suiv.).

(1998), montre qu'à l'exception de quelques petits pays *les inégalités entre capital et travail se sont accrues, celles entre travail qualifié et travail non qualifié également, et qu'enfin, le pourcentage des emplois informels sur la population active a augmenté.*

Les inégalités se sont profondément accrues, dans toutes les économies latino-américaines (à l'exception toutefois du Costa Rica), et plus particulièrement au Mexique et au Pérou. Les revenus du travail salarié se sont dans l'ensemble accrus de 1991 à 1996 (à l'exception notable de l'Argentine où ils ont baissé), mais ce mouvement d'ensemble s'est effectué avec une dispersion accentuée (y compris à la baisse pour l'Argentine), une informalisation plus grande – le taux d'informalité passe de 51,6 % en 1990 en moyenne selon la BID à 57,4 % en 1996 (BID 1998 : 10) – et un fléchissement de la création des emplois avec une baisse des emplois publics passant de 15,3 % en 1990 à 13,2 % en 1995, mais une augmentation des emplois dans les secteurs non exposés à la concurrence internationale, dont la construction et les services, les pourcentages passant de 58,4 % en 1990 à 63 % en 1995 (*ibid* : 10 et 11).

Les causes de cette évolution récente sont fortement liées à l'ouverture de ces économies à l'économie-monde, brutale avec une libéralisation des marchés et une diminution sensible de l'intervention de l'État. Les linéaments de ce qui allait arriver étaient présents dès le début des années 1990 : le secteur soumis à la concurrence internationale s'est élargi et ne pouvait survivre qu'en se transformant profondément. La productivité du travail a augmenté fortement durant les années 1990, et son rythme a été deux fois supérieur à celui des États-Unis, en même temps que le tissu industriel du pays se transformait : moins d'intégration et une « déverticalisation » en cours, plus d'importation de biens d'équipement. La brèche de la productivité avec les pays développés, qui s'était élargie dans les années 1980, s'est donc rétrécie⁵, mais l'hétérogénéité des niveaux de productivité s'est accentuée entre le secteur abrité et le secteur concurrentiel. Le taux de formation brute du capital a peu augmenté, reste très faible lorsqu'on le compare à celui des économies asiatiques, et souligne la persistance de comportements rentiers de la part de nombreux entrepreneurs et des couches les plus aisées de la population. De ce fait, la croissance retrouvée est pour le moins *économe en emplois* (Dedecca 1998, 1999) : l'emploi formel a chuté fortement de 1989 à 1996 (avec une remontée partielle de 1992 à 1995), cette baisse s'est poursuivie en 1997 et 1998 dans l'industrie de transformation, s'est légèrement, puis fortement, inversée en 1999 et 2000, selon les données de l'Instituto de pesquisa em economia e administração (IPEA, ministère du Travail).

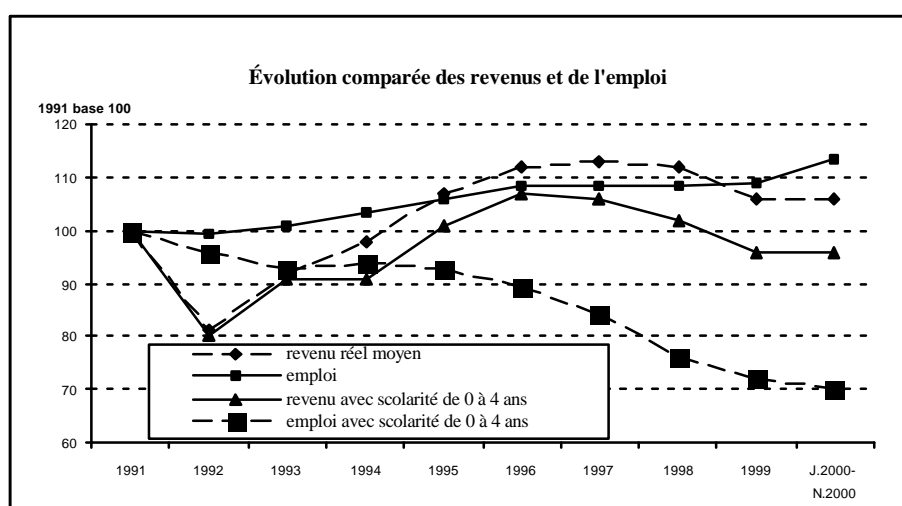
Selon l'IPEA, la participation des salariés « sans carte », ayant donc des emplois informels, est passée de 20,81 % de l'ensemble des emplois des grandes régions métropolitaines en 1991, à 27,53 % en 2000, ce mouvement étant particulièrement prononcé à São Paulo puisqu'il passe de 19,09 % à

5. L'analyse des causes de l'accroissement de la productivité : augmentation des capacités ou bien importation massive de biens d'équipement se substituant aux biens d'équipement produits localement, dépasse le propos de cet article.

28,23 %, dépassant Salvador, frôlant Recife. La participation des travailleurs « à leur propre compte », ceux où se concentre la misère, augmente également, mais dans une moindre mesure, de 20,10 à 23,34 %, la progression étant particulièrement élevée dans l'État de Rio de Janeiro.

Les déciles les plus pauvres sont plus concentrés dans les emplois informels que dans les emplois formels, on pourrait d'ailleurs ajouter que les pauvres se situent dans des emplois de stricte survie, dont l'informalité atteint un degré supérieur à la moyenne des emplois informels.

L'écart de revenus perçus par les salariés « avec carte » et « sans carte » s'est réduit, passant de 30,11 % à 22,06 % de 1991 à 1999 selon l'IPEA, la différence restant particulièrement élevée à Salvador bien qu'elle ait baissé fortement dans cette région, et à São Paulo (où elle s'est accrue légèrement). Un mouvement de plus grande ampleur peut être observé lorsqu'on compare les revenus des salariés « avec carte » et celui des travailleurs « à leur propre compte » (35,42 % à 20,89 %). Les fluctuations sont cependant plus élevées (plus de 50 % en 1992 et 1993, 10,61 % en 1995, confirmant ainsi le fort rattrapage de pouvoir d'achat que nous avons expliqué pour les deux déciles les plus pauvres de la population entre 1993 et 1995).



Dans l'ensemble, le revenu réel moyen du travail a baissé ces dernières années. Selon l'IPEA, le revenu réel du travail, en *reais* de janvier 2000, se situe entre janvier et novembre 2000 en deçà de celui atteint en 1995 et bien au dessous de celui atteint en 1997 et en 1998. Dans l'industrie de transformation, le revenu du travail est en deçà de celui atteint en 1993. Le revenu du travail dans l'industrie de transformation contraste fortement avec l'évolution estimée de la productivité du travail dans cette industrie. La productivité du travail – par travailleur – dans l'industrie de transformation passe en effet de l'indice 100 en 1991, à 126,2 en 1994 et atteint 185,6 entre

janvier et novembre 2000 (ce chiffre s'élève à 191,9 lorsqu'elle est mesurée à partir des heures payées).

La baisse des revenus du travail de l'ensemble des secteurs est particulièrement prononcée pour les travailleurs ayant moins de quatre années d'instruction : leur revenu était évalué à 404,3 équivalents *reais* en 1991, 366,3 en 1994 et seulement à 380,3 en moyenne entre janvier et novembre 2000. Elle est un peu moins prononcée pour les travailleurs ayant entre cinq et huit ans de scolarité. C'est parmi ceux qui ont entre zéro et quatre ans de scolarité que l'emploi baisse : un peu plus de cinq millions et demi dans les grandes régions métropolitaines en 1994, un plus de quatre millions en 2000, alors qu'il augmente proportionnellement aux années de scolarité. Cette baisse forte des emplois dans cette tranche, plus élevée que celle de leurs revenus moyens (voir graphique pour les évolutions en indice), la hausse des emplois des autres tranches, expliquent que l'évolution des inégalités n'ait pas été aussi prononcée que celle à laquelle on aurait pu s'attendre en limitant l'observation à cette seule tranche.

Chômage, formes d'emploi, pauvreté

L'emploi formel et informel augmente et passe de quinze millions à dix sept millions de 1991 à 2000 dans les six régions métropolitaines. La participation de l'emploi informel dans l'emploi total augmente et l'emploi dans l'industrie de transformation baisse sensiblement entre les mêmes dates alors que celui dans les services croît considérablement. C'est dans les services et dans les emplois informels que sont concentrés les pauvres. Une question dès lors se pose : peut-on considérer que l'augmentation du chômage puisse être un facteur d'accroissement de la pauvreté, comme on peut l'observer dans les pays développés ? L'étude de R. Paes de Barros et *alii* (2000) apporte quelques éléments de réponse intéressants et, dans une certaine mesure, surprenants. Ces auteurs font une comparaison des effets de l'inflation et du chômage sur la pauvreté en longue période. Le résultat de leurs tests économétriques révèle que la relation entre la croissance du chômage et l'augmentation tant des inégalités que de la pauvreté est forte : de mai 1982 à décembre 1998, un accroissement de deux points du chômage se traduit par une hausse de la pauvreté de 2,3 points. Plus précisément la hausse de 6,1 points du chômage entre ces deux dates expliquerait l'augmentation de 7,1 points de la pauvreté. Paradoxalement, cette relation entre la croissance du chômage et celle de la pauvreté serait plus forte que la relation entre l'augmentation de l'inflation et celle de la pauvreté : pour une hausse de un point de l'inflation mensuelle, nous aurions une augmentation de 0,04 points de la pauvreté. Le passage d'une inflation de 0 % – observée lors des politiques de stabilisation éphémères – à 80 % mensuel expliquerait 3,2 % de l'augmentation de la pauvreté et 7,2 points de l'indice de Theil utilisé pour mesurer l'inégalité. La conclusions des auteurs

est que la pauvreté est surtout associée à la croissance du chômage, alors que la variation des inégalités résulterait surtout de la hausse de l'inflation⁶.

Ces résultats surprennent. Que la hausse de l'inflation ait des effets sur la distribution des revenus est connu des économistes et de ceux qui la subissent, et on observe que la taxe inflationniste est plus élevée pour ceux qui appartiennent aux déciles les plus faibles que pour ceux dont le revenu se situe dans les derniers déciles les plus élevés. Que cette hausse des inégalités ait des effets sur la pauvreté est également admis (notons que dans cette étude, ces effets ne sont pas analysés), mais il est aussi accepté que cet effet négatif puisse être contrebalancé par un taux de croissance important et une hausse consécutive de l'emploi. La période de la dictature militaire offre un exemple hétérodoxe – par rapport au courant dominant de la Banque mondiale – et saisissant à la fois d'une augmentation des inégalités, d'un taux de croissance élevé et d'une diminution de la pauvreté dans les années 1970.

La « surprise » vient plutôt des résultats obtenus établissant une hiérarchie des causes, l'augmentation du chômage l'emportant sur la croissance de l'inflation dans l'explication de la hausse de la pauvreté. Deux types de réserves peuvent être faits. La courte étude de Ramos *et alii* (1999) établit que la relation entre augmentation du chômage et croissance de la pauvreté, n'est pas significative. Ramos *et alii* font une simulation et montrent que si les travailleurs au chômage recevaient un revenu, équivalent à ce qu'ils recevaient lorsqu'ils travaillaient, leur situation ne changerait pas de manière significative, la variation de la pauvreté s'expliquant surtout par la qualité des emplois obtenus (celle-ci pouvant être mesurée par le nombre d'années d'école). C'est là, en partie, un résultat inverse de celui décrit précédemment, qui va à l'encontre de ce que les théories enseignent, mais il est vrai que celles-ci se réfèrent surtout aux pays développés. La seconde réserve vient de la définition du chômage. Il s'agit en fait d'une question centrale. Les statistiques diffèrent fortement selon que l'on se réfère à l'approche de l'Instituto brasileiro de geografia e estatística (IBGE), qu'utilisent R. Paes de Barros *et alii*, qui correspond à celle admise par l'Organisation internationale du travail (OIT), ou à celle du DIEESE (Departamento intersindical de estatística e estudos sócio-econômicos), la PED (Pesquisa do emprego e desemprego). Le taux de chômage, mesuré par l'IBGE serait de 7,45 % à São Paulo en 2000, et mesuré par le DIEESE de 11,02 %. Le DIEESE considère certaines formes de sous-emploi comme révélatrices de chômage caché : certaines personnes peuvent être temporairement découragées dans leur recherche d'un emploi, d'autres ont des emplois précaires, insuffisants pour assurer la stricte survie. Si on ajoute au taux de chômage ces deux formes de chômage caché ou encore « occulte », on obtient pour l'État de São Paulo, selon l'IPEA, 17,67 % en 2000, c'est-à-dire un chiffre supérieur de dix points à celui indiqué par l'IBGE (7,45 %).

6. Les auteurs nuancent leurs conclusions pour la seconde moitié des années 1990 : l'augmentation du chômage aurait moins d'effets négatifs sur la pauvreté et les inégalités à partir de cette date.

La seconde approche du chômage et du sous-emploi est plus pertinente que la première. Certes, on peut considérer qu'il y a un certain arbitraire dans la mesure du chômage (quel niveau de précarité prendre ? quand peut-on affirmer qu'il y a un découragement à s'inscrire dans la recherche d'un emploi ?), mais, malgré ces défauts, cette approche correspond davantage à la spécificité des économies semi-industrialisées comme le Brésil où règne un taux d'emploi informel particulièrement élevé. Il est assez logique qu'on trouve peu de relations significatives entre chômage et pauvreté dans la mesure où *plus on est pauvre, moins on a la possibilité de ne pas travailler*, les allocations chômage étant une abstraction pour les pauvres. C'est d'ailleurs pourquoi les statistiques de l'IBGE montrent que le taux de chômage (PME) est le plus faible chez les travailleurs ayant une scolarité de zéro à quatre ans : 5,42 % en 2000, alors qu'il est de 8,43 % pour ceux qui ont une scolarité de cinq à huit ans, de 9,17 pour une scolarité de neuf à onze ans, et 3,80 % pour ceux ayant bénéficié d'une scolarité supérieure à douze ans. On trouve ainsi des résultats analogues à ceux des pays développés *seulement* pour la catégorie de travailleurs la plus instruite, pour tous les autres, les résultats sont à l'opposé de ceux observés. En d'autres termes, alors que dans les pays développés le chômage est d'autant plus important qu'on est moins instruit, dans les économies semi-industrialisées, c'est exactement l'inverse, à l'exception de la catégorie ayant dépassé douze ans d'enseignement. Cette dernière a d'ailleurs connu un essor important : l'emploi a augmenté de 50 % de 1991 à 2000, selon l'IPEA. L'emploi a augmenté pour toutes les catégories, à mesure que l'instruction augmentait, et particulièrement pour la tranche de neuf à onze années d'école, à l'exception déjà souligné des travailleurs n'ayant bénéficié d'une instruction inférieure à quatre années d'école. Nous avons vu que cette évolution contrastée par niveau d'éducation expliquait en partie l'évolution de la pauvreté, celle-ci augmente moins que ce à quoi on aurait pu s'attendre si on avait tenu compte seulement des niveaux de revenu et de leurs évolutions.

Dans la mesure où il existe une relation solide entre la qualité des emplois, le revenu et le niveau d'instruction, on peut donc conclure comme Ramos *et alii*, par la simple logique de l'analyse, qu'il y a une relation solide entre la pauvreté et la qualité de l'emploi et peu de relations fiables entre la pauvreté et le chômage. *A contrario*, on peut déduire que l'essor de la précarité, du travail à temps partiel, la raréfaction relative de la création d'emplois formels à l'exception de ceux qui exigent un niveau d'instruction relativement élevé, constituent des facteurs qui potentiellement sont de nature à conduire à une augmentation de la pauvreté qui, cette fois, ne serait pas nourrie par l'inflation, mais par les *formes d'emploi* qui se développent avec la libéralisation du marché du travail et l'essor de la flexibilité du travail. L'exemple de l'Argentine est de ce point de vue riche d'enseignements. C'est pourquoi il paraît souhaitable que soit également utilisée une batterie d'autres indicateurs cherchant à mesurer la qualité de vie, au travail, au domicile, à l'égal de ce qui se fait aujourd'hui dans les pays développés, dans le but d'appréhender les multiples facettes de la pauvreté. Ces indicateurs permettraient de comprendre les phénomènes d'exclusion, de saisir

l'influence d'une évolution différenciée des revenus sur les comportements, d'appréhender l'influence des facteurs non monétaires, liés à l'environnement et à sa dégradation, au rétrécissement de la famille et aux mutations de la solidarité sur la qualité de vie. Avec des niveaux d'industrialisation importants, un urbanisme envahissant, le Brésil fait connaissance avec de nouvelles formes de pauvreté. Les instruments traditionnels pour la mesurer révèlent alors leurs limites.

L'ensemble des arguments que nous avons présentés pour expliquer l'évolution des inégalités et de la pauvreté absolue, et notamment la discussion sur le chômage, les formes d'emploi et la pauvreté, milite pour que soit relativisée l'analyse en terme de pauvreté monétaire et que soient construits d'autres critères complémentaires ayant pour but d'appréhender la montée de la « souffrance sociale » des plus démunis aujourd'hui, parallèlement et en relation avec la manière brutale dont s'effectue la libéralisation des marchés.

Mai 2001

Blandine DESTREMAU
CNRS/UPRAMA
Pierre SALAMA
Université de Paris XIII

[Les auteurs tiennent à remercier Sonia Rocha pour ses commentaires sur une première version de ce texte].

BIBLIOGRAPHIE

- BID-BANCO INTERAMERICANO DE DESENVOLVIMENTO 1998, *Cual es el problema de empleo de America latina y como enfrarlo ? Séminaire de Cartagénas*, Bogota, BID [Voir plus particulièrement E. LORA & MARQUEZ, « El problema del empleo en America latina : percepciones y hechos estilizados » ; E. LORA & M. OLIVERA, « Las políticas macro y los problemas del empleo en America latina »].
- BIRDSALL, N. & LONDONO, J.L. 1997, *Asset Inequality Does Matter : Lessons from Latin America*, Washington (« OCE Working Papers Inter American Bank of Development »).
- CALCAGNO A.F. 2001, « Ajuste estructural, costo social y modalidades de desarrollo en America latina », in E. SADER, *El ajuste estructural en America latina, costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO-ASDI (Consejo latino americano de ciencias sociales).
- CEPAL 2000, *Panorama social de America latina, 1999-2000*, Santiago du Chili, Cepal.
- CNUCED 1997, *Trade and Development, Report 1997*, Genève, Cnuced.
- DEDECCA, C.S. 1998, « Réorganisation productive, absorption de main-d'œuvre et qualification au Brésil », multigr.
- 1999 « Productividade, emprego e salaries na industria brasileira », Colloque ANPEC—Associação nacional de pesquisadores de economia, multigr.

- IPEA-MTE (Instituto de pesquisa em economia e administração, ministério do Trabalho), *Mercado de trabalho, conjuntura e análise* (Brasília), plusieurs numéros.
- LUSTIG, N. 1989, « La desigualdad en Mexico », *Economía de América latina : las dimensiones sociales de la crisis* (Mexico, Centro de estudios sobre el trabajo), 18-19.
- PAES DE BARROS R. & MENDONÇA R. 1997, *O impacto do crescimento econômico e de reduções no grau de desigualdade sobre a pobreza*, Brasília, IPEA-MTE (« Texto par discussão », 528).
- PAES DE BARROS R. et alii 2000, *Poverty, Inequality and Macroeconomic Instability, Brasília*, IPEA-MTE (« Texto par discussão », 750).
- RAMOS, C.A. & SANTANA R. 1999, « "Desemprego, desigualdade e pobreza", Mercado de trabalho, conjuntura e análise » (Brasília, IPEA-MTE), 11.
- ROCHA, S. 1999, *Opções metodológicas para a estimação de linhas de indigência e de pobreza no Brasil*, multigr.
- 2000, *Pobreza no Brasil : O que ha de novo no limiar do século XXI*, multigr.
- SALAMA P. & VALIER J. 1992, *A economia em decomposição, ensaio sobre a hiperinflação*, São Paulo, Nobel.
- 1997, *Pobreza e desigualdades no terceiro mundo*, São Paulo, Nobel.
-